Extrait du El Correo

https://www.elcorreo.eu.org/L-invasion-de-l-Ukraine

L'invasion de l'Ukraine

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS - Russie -

Date de mise en ligne : mardi 18 janvier 2022

Description :

L'invasion de l'Ukraine.Du point de vue des intérêts européens, rien ne serait plus facile que d'établir des statuts de neutralité et de renoncer au déploiement d'armes nucléaires...Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Du point de vue des intérêts européens, rien ne serait plus facile que d'établir des statuts de neutralité et de renoncer au déploiement d'armes nucléaires.

Que la Russie va « envahir l'Ukraine », en occupant tout le pays, est totalement hors de question. Dans les rues de Budapest, on peut encore voir aujourd'hui les traces de l'occupation soviétique de 1956. Ce qui s'est passé alors en Hongrie serait risible à côté de ce qui se passerait en Ukraine dans un tel cas. C'est quelque chose d'évident pour toute personne même peu informée, donc ce n'est pas la peine de continuer.

Fonte: autori di Limes sul campo, www.liveuamap.com

Une autre chose, c'est que, compte tenu de l'absence totale de résultats de la revendication de la Russie auprès des États-Unis et de l'OTAN, exigeant des garanties de sécurité, il devrait y avoir une réponse « forte » de Moscou. La Russie annonce des « mesures militaires ». Lesquelles ? Au minimum placer des missiles nucléaires (**Vers une crise des missiles nucléaires en Europe**) « tactiques » en Biélorussie, Kaliningrad et autres. Tout au plus, une annexion du Donbass avec l'aval de la population locale. La hausse actuelle des prix du pétrole et la prévision qu'ils se maintiendront, permettent largement au Kremlin de supporter les coûts économiques de telles opérations.

Copyright © El Correo

Ils pourraient aussi s'emparer militairement de la zone sud du Donbass (Mariupol) pour organiser une ceinture de sécurité dans le sens sud-ouest et relier les deux zones rebelles à la Crimée, mais cette dernière me semble extrêmement risquée. La population des districts ukrainiens de Zaporozhia et de Kherson, majoritairement russophone comme celle d'Odessa, ne pousse pas sa russophilie au point de vouloir entrer en Russie et rompre avec l'Ukraine, comme c'était clairement le cas de la population de Crimée en 2014. Dans cette hypothèse extrême, il y aurait beaucoup de violence et l'occupation russe se transformerait en enfer...

Ce qui est clair, c'est que Moscou fera quelque chose. Sinon, tout ressemblerait à un coup de bluff. L'ours russe, qui après vingt-cinq ans sans y prêter la moindre attention a proclamé une « ligne rouge » et autant des grognements, perdrait la face. Tout le mouvement que Moscou a initié avec la demande de « garanties de sécurité » n'est pas du théâtre. C'est sérieux. Ce serait bien si nos médias, nos experts et nos politiciens faisaient état (et lisaient) les **documents** proposés par Moscou.

Le projet d'accord proposé aux États-Unis pour réduire la tension stipule dans son article 1 que les deux parties « ne doivent pas entreprendre d'actions qui affectent la sécurité de l'autre », et dans son article 2 il propose que les organisations internationales et les alliances militaires de celles qui en font partie, « adhérent aux principes contenus dans la Charte des Nations Unies ». Il y a beaucoup d'autres aspects intéressants, par exemple dans l'article 7, il est dit que « les parties doivent s'abstenir de déployer des armes nucléaires en dehors de leurs territoires nationaux et rapatrier sur leur territoire celles déjà déployées ». Le même article stipule que les parties « ne doivent pas entraîner le personnel civil et militaire des pays non nucléaires à utiliser des armes nucléaires », ni « effectuer des manoeuvres qui envisagent l'utilisation d'armes nucléaires ». C'est l'OTAN qui fait tout cela : il maintient des armes nucléaires dans des pays comme la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Turquie et l'Italie, et ses militaires sont formés au maniement des bombardiers à capacité nucléaire.

El proyecto de acuerdo propuesto a Estados Unidos para disminuir la tensión señala en su artículo 1 que las dos partes, « no deben emprender acciones que afecten a la seguridad del otro », y en el artículo 2 propone que las organizaciones internacionales y alianzas militares de las que forman parte, « se adhieran a los principios contenidos en la Carta de las Naciones Unidas ». Hay muchos otros aspectos interesantes, por ejemplo en el artículo 7 se dice que « las partes deben abstenerse de desplegar armas nucleares fuera de sus territorios nacionales y repatriar a su territorio las que ya tengan desplegadas ». El mismo artículo apunta que las partes « no deben entrenar al personal civil y militar de los países no nucleares para usar armas nucleares », ni « realizar maniobras que contemplen el uso de armas nucleares ». Es la OTAN quien hace todo eso : mantiene armas nucleares en países como Bélgica, Alemania, Holanda, Turquía e Italia, y sus militares son entrenados en el manejo de bombarderos con capacidad nuclear.

La Russie demande à l'OTAN d'arrêter tous les efforts d'expansion vers l'est, en particulier vers l'Ukraine et la Géorgie. Qu'il garantisse qu'il n'installera pas de batteries de missiles dans les pays qui l'entoure. Que l'accord INF (**L'enterrement discret de l'INF**) que les États-Unis ont unilatéralement abandonné en août 2019 soit rétabli et qu'un dialogue Est/Ouest sur la sécurité soit ouvert. Tout cela est manifestement raisonnable et mérite une discussion publique à toutes fins utiles.

Il est évident que les États-Unis n'en veulent pas et les raisons sont claires : bien que le véritable adversaire de Washington soit en Asie, la grande puissance impériale étasunienne cesserait de l'être dès qu'elle cesserait de dominer l'Europe. C'est précisément le rôle de l'OTAN. Henry Kissinger l'exprime ainsi : « sans l'Europe, Les Etats-Unis d'Amérique deviendrait une île éloignée des rivages de l'Eurasie, elle se retrouverait dans la solitude d'un statut mineur ». Il est donc impératif de maintenir la tension en Europe et pour cela il faut continuer à mettre le doigt dans l'oeil de l'ours russe. Mais cela a-t-il quelque chose à voir avec les « intérêts européens » ?

À quelques exceptions près, des journalistes et des experts européens contribuent à cette croisade insensée et

Copyright © El Correo

étrangère à l'Union Européenne. Ils expliquent la chronologie de l'agressivité russe commençant par l'invasion russe de la Géorgie en 2008, se poursuivant avec l'annexion de la Crimée en 2014 et se terminant par la fomentation de la rébellion séparatiste dans la région du Donbass quelques mois plus tard.

Ils n'expliquent pas que l'entrée des Russes en Géorgie a eu lieu ***après*** l'entrée de l'armée géorgienne en Ossétie du Sud - l'une des régions ethniques de Géorgie en conflit avec le gouvernement de cette république - où l'armée russe avait le statut de force de maintien de la paix des Nations Unies, dans ce qui était un épisode de blitzkrieg du président géorgien Mikhail Sakashvili béni par le président George W. Bush et profitant du fait que Poutine se rendait en Chine pour les Jeux olympiques de Pékin.

Ils n'expliquent pas que la Russie n'a annexé la Crimée ***qu'après*** que les États-Unis et l'Union européenne aient promu un changement de régime sur la vague d'une grande protestation populaire qui a renversé le gouvernement légitime de l'Ukraine, et dont le moment décisif a été les tirs sombres et meurtriers sur des civils à Kiev, probablement par les putschistes et leurs mécènes occidentaux.

L'Occident, qui n'a jamais levé le petit doigt à propos de l'annexion par Israël de Jérusalem-Est et des hauteurs du Golan, sur l'occupation du Sahara occidental par le Maroc ou sur l'occupation par la Turquie de la moitié de Chypre, toutes opérations menées contre la volonté de la majorité de la population, imposée par de la répression et du nettoyage ethnique, crée un grand scandale en raison de l'annexion russe sans effusion de sang de la Crimée, qui avait le soutien écrasant de sa population.

Nos journalistes et experts ne veulent pas non plus replacer la crise actuelle dans sa perspective trentenaire et préfèrent omettre les scènes dans lesquelles Poutine l'explique avec une clarté cristalline. En retour, ils nous offrent quotidiennement la chronique détaillée des excès et méfaits du *régime* de Poutine, ou de Xi Jinping, pour la plupart tout à fait réels, sans le comparer aux crimes et méfaits bien pires des puissances occidentales. L'élimination des adversaires avec du Polonium à Londres, le tristement célèbre déni de responsabilité dans la destruction du vol Malaysia Airlines le 17 juillet 2014, avec ses 300 morts et d'autres fleurs de Moscou, ont plus ou moins coïncidé avec l'époque où un président des États-Unis, lauréat du prix Nobel de la Paix, déjeunait tous les jours à la Maison Blanche en signant les listes des personnes que son armée éliminait avec des drones dans le monde entier. Des centaines d'exécutions extrajudiciaires. (**Obama's covert drone war in numbers : ten times more strikes than Bush**)

Brutal est la mise hors la loi de l'organisation russe « Memorial », dédiée à la mémoire des crimes du stalinisme dans les terribles années trente soviétiques. Le scandale du traitement de cette organisation de libéraux anticommunistes, dont les promoteurs ont toujours considéré les massacres de Staline et de son régime comme une conséquence logique de la Révolution d'Octobre, est plus que justifié, mais ce sera toujours un scandale ambigu et incomplet sans une attention portée à l'holocauste des guerres de Washington (**War Death Tooll**) A quelle mémoire auront droit à l' Ouest, les 38 millions de déplacés (**Cost of Wars-Millons displaced by US post9/11 wars**) que ces guerres ont produit de l'Afghanistan à la Libye, en passant par le Yémen, le Pakistan, l'Irak, la Somalie, Syrie ou Philippines ?

Copyright © El Correo

Il est possible qu'en raison de sa stupidité stratégique et de la main des États-Unis, l'Europe entre dans une phase dangereuse et turbulente avec la Russie. Du point de vue des intérêts européens, rien ne serait plus facile que de renoncer aux armes nucléaires dans la partie orientale du continent et d'instaurer un statut de neutralité pour les pays d'Europe de l'Est, ou du moins pour la Géorgie, l'Ukraine et les pays baltes. L'hystérie avec laquelle ils répondent à ce type de scénario, affirmant que toute concession en ce sens signifierait un « *nouveau Yalta* » (Borrell) ou ferait de ces pays des « *satellites russes* », est absurde. N'étaient pas des satellites l'Autriche (dont le *Staatsvertrag* de 1955 lui a donné la pleine souveraineté, sans militaires étrangers en échange d'un statut de neutralité), ni la Finlande, à une époque où la puissance de Moscou était infiniment supérieure, et elle ne le sera plus maintenant. Ce n'est pas l'assujettissement d'un pays à Moscou qui est en jeu. C'est la sécurité de la Russie, pays fragile qu'il ne faut pas ébranler en raison de son fort potentiel d'instabilité interne. C'est la paix et la souveraineté bien entendues, en Europe.

Rafael Poch de Feliu* pour son **blog personal**

Rafael Poch de Feliu. Catalunya, le 15 janvier 2022

Traduit de l'espagnol pour *El Correo de la Diaspora* par : Estelle et Carlos Debiasi

*** Rafael Poch de Feliu** a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). **Blog personnel**. Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « **La quinta Alemania**. Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « **Entender la Rusia de Putin**. De la humiliación al restablecimiento ». **Blogs** : **Diario de París** ; **Diario de Berlín (2008-2014)** ; **Diario de Pekín (2002-2008)** ; **Diario de Moscú (2000-2002)** ; **Cuaderno Mongol**

El Correo de la Diaspora. Paris, le 17 janvier 2022.

Copyright © El Correo

Cette création par **http://www.elcorreo.eu.org** est mise à disposition selon les termes de la **licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported**. Basée sur une oeuvre de **www.elcorreo.eu.org**